

MARCHES PUBLICS – ACCORDS CADRES	Cadre réservé à l'administration	
DC4 – DECLARATION DE SOUS TRAITANCE	Nom du sous-traitant :	
<input type="checkbox"/> MARCHÉ DE TRAVAUX	N° Acte spécial	Version (initial, bis, ter,...)
<input type="checkbox"/> MARCHÉ DE SERVICES (HORS FOURNITURES) ET PRESTATIONS INTELLECTUELLES		
<input type="checkbox"/> DE 2 nd RANG		

(1) Le formulaire DC4 est un modèle de déclaration de sous-traitance qui peut être utilisé par les soumissionnaires ou titulaires de marchés publics pour présenter un sous-traitant. Ce document est fourni par le soumissionnaire ou le titulaire à l'acheteur soit au moment du dépôt de l'offre – en complément des renseignements éventuellement fournis dans le cadre H du formulaire DC2 – soit en cours d'exécution du marché public.

A - Identification de l'acheteur

Désignation de l'acheteur :

MINISTÈRE DES ARMÉES
Le directeur de l'ESID de METZ
Etablissement du service d'infrastructure de la Défense-Caserne NEY-
BP 30001- 57 044 METZ Cedex 01

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-59 du code de la commande publique, auquel renvoie l'article R. 2391-28 du même code (nantissements ou cessions de créances) :

Le directeur de l'ESID de METZ
Etablissement du service d'infrastructure de la Défense
BP 30001- 57 044 METZ Cedex 01
Mail : esid-metz.ach.fct@def.gouv.fr

B - Objet du marché public

(En cas d'allotissement, identifier également le ou les lots concernés par la présente déclaration de sous-traitance)

Références à rappeler	
N° de projet : N° de marché + date notification : N° BDC + date notification (le cas échéant) :	N° Comptable :
Objet du marché :	

C - Objet de la déclaration du sous-traitant

La présente déclaration de sous-traitance constitue :

(Cocher la case correspondante)

- ☐ Un document annexé à l'offre du soumissionnaire
- ☐ Un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement (sous-traitant présenté après attribution du marché)
- ☐ Un acte spécial modificatif ; il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du

Commenté [LYAA1]: Cocher la case appropriée

Commenté [LYAA2]: Si marché < 90k€ faire mention uniquement du n° de projet. Ex 2024-USID02-XXX

Si marché > 90k€ faire mention du n° de projet et du n° du marché. Ex DAF XXXX du XXX

Si marché passé dans le cadre d'un accord-cadre à bon de commande faire mention du n° de marché, du lot et de l'EJ du bon de commande de l'acte d'engagement valant commande (AEVC). Ex 1400....

Attention l'EJ du marché sera à mentionner au côté du DAF (ne pas inverser le deux)
Ex 1300...

Commenté [LYAA3]: Cette partie devra reprendre l'intégralité de l'objet mentionné sur l'acte d'engagement. Si le marché est lié à un accord-cadre, faire mention de ce dernier en début d'objet. Ex ACBC...

D - Identification du soumissionnaire ou du titulaire du marché public

Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation, adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#) :

■ Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation :

■ Adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale) :

Adresse établissement :: :

Siège social :

■ Adresse électronique :

■ Numéros de téléphone et de télécopie :

Tél. :

Siège social :

■ Numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#) :

SIRET :

Siège social :

■ Forme juridique du soumissionnaire individuel, du titulaire ou du membre du groupement (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

■ En cas de groupement momentané d'entreprises, identification et coordonnées du mandataire du groupement :

E - Identification du sous-traitant

Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation, adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#) :

■ Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation :

■ Adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale) :

Adresse établissement :: :

Siège social :

■ Adresse électronique :

■ Numéros de téléphone et de télécopie :

Tél. :

Siège social :

■ Numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#) :

SIRET :

Siège social :

■ Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) et numéro d'enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers ou auprès d'un centre de formalité des entreprises :

■ Code NAF :

■ Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant :

(Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. En MDS, joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant. Pour les autres marchés publics, ce document sera à fournir à la demande de l'acheteur)

Commenté [LYAA4]: Cette personne sera aussi celle habilitée à signer le DC4 au bas du formulaire

■ Le sous-traitant est-il une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de la [recommandation de la Commission du 6 mai 2003](#) concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises ou un artisan au sens au sens [de l'article 19 de la loi du 5 juillet 1996](#) n° 96-603 modifiée relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat ([Art. R. 2151-13](#) et [R. 2351-12](#) du code de la commande publique) ?

☐ Oui ☐ Non

■ Pour les **marchés de défense ou de sécurité** passés par les services du ministère de la défense uniquement **et** à condition que le marché concerné soit un marché public de service ou de travaux ou un marché public de fournitures nécessitant des travaux de pose ou d'installation ou comportant des prestations de service ([article R. 2393-33](#) du code de la commande publique), le sous-traitant est-il lié au titulaire ?

☐ Oui ☐ Non

F - Nature des prestations sous-traitées

(Reprendre les éléments concernés tels qu'ils figurent dans le contrat de sous-traitance)

■ Nature des prestations sous-traitées :

■ Sous-traitance de traitement de données à caractère personnel (à compléter le cas échéant) :

Le sous-traitant est autorisé à traiter les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) :

La durée du traitement est :

La nature des opérations réalisées sur les données est :

La ou les finalité(s) du traitement sont :

Les données à caractère personnel traitées sont :

Les catégories de personnes concernées sont :

Le soumissionnaire/titulaire déclare que :

☐ Le sous-traitant présente des garanties suffisantes pour la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles propres à assurer la protection des données personnelles ;

☐ le contrat de sous-traitance intègre les clauses obligatoires prévues par l'[article 28 du règlement \(UE\) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016](#) relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (RGPD).

Dans les **marchés de défense et de sécurité**, lieu d'exécution des prestations sous-traitées :

Commenté [LYAA5]: La partie F n'a pas d'obligation d'être renseignée mais les deux cases restent obligatoires et seront à cocher.

G - Prix des prestations sous-traitées

Montant des prestations sous-traitées :

Dans le cas où le sous-traitant a droit au paiement direct, le montant des prestations sous-traitées indiqué ci-dessous, revalorisé le cas échéant par application de la formule de variation des prix indiquée *infra*, constitue le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant.

a) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de prestations ne relevant pas du b) ci-dessous :

■ Nature des prestations sous-traitées (préciser tranche/section technique/n° de poste de la DPGF ou du CCTP justifiant du prix du marché) :

Tranche concernée (le cas échéant)	Section(s) technique(s) concernée(s)	Nature des prestations sous-traitées Numéro(s) d'article CCTP ou DPGF	Montant de la sous-traitance € HT
MONTANT TOTAL * (HT)			
TAUX DE TVA 20 %			
MONTANT TOTAL (TTC)			

b) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de travaux sous-traités relevant du [2^{nonies} de l'article 283 du code général des impôts](#) :

- Taux de la TVA : auto-liquidation (la TVA est due par le titulaire) :
- Montant hors TVA :

Modalités de variation des prix :

☐ Prix fermes ☐ Prix fermes actualisables ☐ Prix révisables

Mois d'établissement des prix :

Le titulaire déclare que son sous-traitant remplit les conditions pour avoir droit au paiement direct ([article R 2193-10](#) ou [article R. 2393-33](#) du code de la commande publique) :

(Cocher la case correspondante.)

☐ Oui ☐ Non

H - Conditions de paiement

Compte à créditer :

(Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal.)

Nom de l'établissement bancaire :

Numéro de compte :

Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance :

(Cocher la case correspondante.)

☐ Oui ☐ Non

Commenté [LYAA6]: La partie a) et le tableau sont des éléments à renseigner quel que soit le marché (pas d'auto-liquidation de TVA pour les marchés de FCS/prestation intellectuelle et sous-traitant de second rang.

Attention. Si sous-traitance sur des lignes de la DPGF, autant de lignes seront à créer et le montant ne pourra être supérieur à celui de la DPGF (une ligne et un montant global ne seront pas acceptés).

La partie b) concerne uniquement les marchés de travaux. Le montant HT sera repris du a) et le taux de TVA renseigné.

Commenté [LYAA7]: Se référer au CCP ou CCAP. Si les conditions d'un paiement direct ne sont pas acceptées, produire une caution bancaire.

I – Durée du contrat de sous-traitance en nombre de mois

(Nota : Si la durée indiquée dans le contrat de sous-traitance ne correspond pas à un nombre entier, arrondir au nombre entier supérieur.
Ex : 20 jours = 1 mois, 1 mois et 2 semaines = 2 mois, etc.)

La durée du contrat de sous-traitance en nombre de mois est de :

J - Capacités du sous-traitant

(Nota : Sauf pour les marchés de défense et de sécurité (MDS), ces renseignements ne sont nécessaires que lorsque l'acheteur les exige et qu'ils n'ont pas été déjà transmis dans le cadre du DC2 -voir rubrique H du DC2)

J1 - Récapitulatif des informations et renseignements (marchés publics hors MDS) ou des pièces (MDS) demandés par l'acheteur dans les documents de la consultation qui doivent être fournis, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de son aptitude à exercer l'activité professionnelle concernée, ses capacités économiques et financières ou ses capacités professionnelles et techniques :

- **Attestation fiscale à jour du paiement (Année N-1)**
- **Attestation de versement des cotisations URSSAF datant de moins de 6 mois**
- **Liste de références justifiant des capacités techniques (prestations similaires), qualifications**
- **Extrait K-Bis**
- **Attestations d'assurances**
- **Caution bancaire (le cas échéant)**
- **RIB (le cas échéant)**

J2 - Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder (applicable également aux MDS, lorsque l'acheteur a autorisé les opérateurs économiques à ne pas fournir ces documents de preuve en application de l'article R. 2343-14 ou de l'article R. 2343-15 du code de la commande publique) :

Adresse internet :

Renseignements nécessaires pour y accéder :

K - Attestations sur l'honneur du sous-traitant au regard des exclusions de la procédure

K1 - Le sous-traitant déclare sur l'honneur (*) :

- a) dans l'hypothèse d'un marché public autre que de défense ou de sécurité, ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux [articles L. 2141-1 à L. 2141-5](#) ou aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) du code de la commande publique (**);
- b) dans l'hypothèse d'un marché public de défense ou de sécurité, ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux [articles L. 2341-1 à L. 2341-3](#) ou aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) du code de la commande publique.

Afin d'attester que le sous-traitant n'est pas dans un de ces cas d'exclusion, cocher la case suivante : ☐

(*) Lorsqu'un opérateur économique est, au cours de la procédure de passation d'un marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux [articles L. 2141-1 à L. 2141-5](#), aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) ou aux [articles L. 2341-1 à L. 2341-3](#) du code de la commande publique, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.

(**) Dans l'hypothèse où le sous-traitant est admis à la procédure de redressement judiciaire, son attention est attirée sur le fait qu'il devra prouver qu'il a été habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public.

K2 – Documents de preuve disponibles en ligne (applicable également aux MDS, lorsque l'acheteur a autorisé les opérateurs économiques à ne pas fournir ces documents de preuve en application de l'article R. 2343-14 ou de l'article R. 2343-15 du code de la commande publique) :

Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

(Si l'adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)

Adresse internet :

Commenté [LYAA8]: La case à cocher est obligatoire

Renseignements nécessaires pour y accéder

L - Cession ou nantissement des créances résultant du marché public

(Cocher les cases correspondantes.)

- ☐ L'exemplaire unique n'a pas été délivré,
- ☐ L'exemplaire unique a été délivré, mais le présent DC4 n'affecte pas le nantissement du titulaire

1^{ère} hypothèse ☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial**.

Le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'[article R. 2193-22](#) ou à l'[article R. 2393-40](#) du code de la commande publique.

En conséquence, le titulaire produit avec le DC4 :

- ☐ L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,
- OU
- ☐ Une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

2^{ème} hypothèse ☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial modificatif** :

☐ le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité, prévus à l'[article R. 2193-22](#) ou à l'[article R. 2393-40](#) du code de la commande publique, qui est joint au présent DC4 ;

OU

☐ L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie :

- Soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée,
- Soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible.

Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

Comptable assignataire des paiements :

Direction départementales des finances publiques des Landes
23 rue Armand Dulamon – BP 309
40 011 MONT DE MARSAN Cedex

Commenté [LYAA9]: Si cas général. Seule la case « l'exemplaire unique n'a pas été délivré » sera à cocher.

Si « l'exemplaire unique a été délivré » le titulaire doit impérativement restituer l'original ou une mainlevée. Sinon sous-traitance impossible. Les cases de la 1^{ère} hypothèse seront aussi à renseigner.

Si le DC4 fait l'objet d'un modificatif cocher les cases de la 2^e hypothèse.

M - Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant

(Nota : Lorsque le DC4 est fourni durant la procédure de passation du marché en annexe de l'offre du soumissionnaire, il appartient à ce dernier de vérifier si, dans le cadre de la procédure concernée, la signature de ce formulaire est ou non exigée par l'acheteur à ce stade ; si le DC4 n'a pas été signé, l'acheteur, une fois le marché attribué, renvoie au titulaire le DC4 complété afin que ce dernier le retourne signé de lui-même et de son sous-traitant. L'acheteur pourra alors notifier au titulaire le marché, auquel sera annexé ce document, ce qui emportera agrément et acceptation des conditions de paiement du sous-traitant).

A , le

Le sous-traitant :
(personne identifiée rubrique E du DC4)

A , le

Le soumissionnaire ou le titulaire :
(personne identifiée rubrique C1 du DC2)

Le représentant de l'acheteur, compétent pour signer le marché public, accepte le sous-traitant et agrée ses conditions de paiement.

A , le

Le représentant de l'acheteur :

Commenté [LYAA10]: Les signatures seront toutes deux manuscrites ou toutes deux dématérialisées

Le nom de la personne doit être mentionné et le cachet de l'entreprise doit être apposé.

En cas de signature dématérialisée, aucune retouche ne peut avoir lieu sans nouvelle signature, car cela génère sinon un certificat de signature non conforme.

Si le sous-traitant est lié à un co-traitant, ce dernier doit également signer le DC4 (en complément de la signature du mandataire).

N - Notification de l'acte spécial au titulaire.

(Une copie de l'original du marché ou du certificat de cessibilité ou, le cas échéant, de l'acte spécial, doit être remise à chaque sous-traitant bénéficiant du paiement direct par l'acheteur public.)

En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire.)

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire reçoit à titre de notification une copie du présent acte spécial :

A : le

Notification de l'acte par voie électronique : joindre l'accusé réception de la PLACE

Date de la dernière mise à jour : 12/10/2023.